

II – RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE CONSOLIDE

Les sociétés dont la S.A.S. FIDEGE détient, directement ou indirectement, le contrôle, sont intégrées globalement et proportionnellement.

Nous précisons que le groupe par l'intermédiaire de la société FIDEGE et de ses filiales a :

- acquis le 3 janvier 2024, 100 % des titres de la société GAUTIER LERBET IMPORTATION – GLI, Société par Actions Simplifiée au capital de 250.250 €, dont le siège social est situé Quai de Paludate, Min de BORDEAUX Brienne Case N°47 – 33000 BORDEAUX, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BORDEAUX sous le numéro 453 637 472, ayant notamment pour activité commerce de gros de fruits et légumes frais. La société FIDEGE a été nommée présidente de la société. Par ailleurs, la société GAUTIER LERBET IMPORTATION – GLI a donné son fonds de commerce en location-gérance au profit de la société SODILAN à compter du 18 mars 2024,

- acquis le 4 avril 2024, 100 % des titres de la société VERPRIM, société par actions simplifiée au capital de 60.000 € dont le siège est situé ZA la Monède, à VERQUIERES (13) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de TARASCON sous le numéro 390 710 945, ayant notamment pour objet L'achat, la vente, l'importation, l'exportation, le courtage, la commission à l'achat ou à la vente et plus généralement le négoce sous toutes ses formes de fruits et légumes et produits frais, toutes prestations de services pouvant favoriser les opérations ci-dessus, ainsi que le commerce des emballages et des conditionnements et le transport privé desdits produits et marchandises. La société SODICAV a été nommée présidente de la société VERPRIM,

- acquis le 30 avril 2024, 100 % de la société LMC – FRUITS, société par actions simplifiée au capital de 2.000 € dont le siège social est situé 51 rue de Strasbourg à PERPIGNAN (66000) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PERPIGNAN sous le numéro 881 197 628, ayant notamment pour objet l'achat et la revente de fruits et légumes en gros et demi-gros. La société OCCITANE FRUITS a été nommée présidente de la société LMC – FRUITS à compter du 1^{er} mai 2024,

- acquis le 1^{er} août 2024, 100 % de la société MAISON LACOSTE, société par actions simplifiée au capital de 27.976 € dont le siège est 110 Quai de Paludate, MIN Brienne à BORDEAUX (33), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 300 702 396 BORDEAUX, ayant notamment pour objet le négoce de fruits et primeurs,

- acquis le 8 octobre 2024, 100 % de la société ETABLISSEMENTS BARBIE, société par actions simplifiée au capital de 45.735 €, dont le siège social est fixé rue Yon Lug, 69310 PIERRE BENITE, immatriculée sous le numéro 972 501 126 RCS LYON, ayant pour objet le commerce de gros, produits alimentaires, prise à bail et exploitation d'un fonds de commerce d'achats et de ventes en gros de tous produits alimentaires,

Pour les sociétés entrantes dans le périmètre de consolidation, il a été pris en considération les données comptables de la situation comptable la plus proche de la date d'acquisition de chacune de ces sociétés, à savoir :

Sociétés entrantes	Date acquisition	Date dernière situation comptable	Impact comptes consolidés 31/12/24
GAUTIER LERBET IMPORTATION	03/01/2024	31/12/2023	12 mois
MAISON LACOSTE	01/08/2024	31/03/2024	9 mois
LMC FRUITS	30/04/2024	31/03/2024	9 mois
VERPRIM	04/04/2024	31/12/2023	12 mois
BARBIE	08/10/2024	30/06/2024	6 mois

Par ailleurs, les sociétés PALMERI PRIMEURS, HERAU PRIMEURS, SCI GRAU, SCI MAT EMBAL, ETABLISSEMENTS MARTIAL DUVAL et SOCIETE D'EXPLOITATION DES ETABLISSEMENTS PIERRE BOUCHARECHAS sont sorties du groupe au cours de l'exercice clos suite à des opérations de fusions et transmissions universelles de patrimoine.

Pour cet exercice clos le 31 décembre 2024, le nombre de sociétés consolidées est de 65 contre 66 pour l'exercice précédent.

Les sociétés intégrées au périmètre de consolidation sont les suivantes :

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
FIDEGE	IG	100,00	100,00
CBS IMMOBILIER	IG	100,00	100,00
CONTADIR	IG	60,00	40,00
DE ROSA	ME	28,89	28,89
DEVAUD	IG	98,75	96,25
FEVY	IG	75,00	25,00
ARMOR FRUITS	IG	65,88	65,88
FOISSIER	IG	98,75	96,25
GFCAS	IG	100,00	100,00
GEDE	IG	100,00	100,00
HOT BREAD	ME	35,00	35,00
IMMOLANGON	IG	99,33	99,33
IMMOQUIMPER	IG	99,33	99,33
ASLG	IG	98,84	96,01
IMMOTOULOUSE	IG	99,33	99,33
IMMOVENDEE	IG	99,33	99,33
L'ECHOPPE	IG	100,00	100,00
LA LEGUMIERE	IG	96,24	91,24

LAMOUR	IP	49,95	49,95
LE SAINT	IG	99,24	98,60
BOURGUIGNON	IG	98,75	96,25
OCEANE	IG	100,00	100,00
PAL EMBA	IG	100,00	100,00
AUNIS FRUITS	IP	45,00	45,00
FRAICHADOUR	IG	99,82	96,00
SODILAN	IG	98,75	96,25
SOBOMAR	IG	100,00	99,95
SODIFRESH	IG	100,00	100,00
FRUIDIS	IG	98,00	96,00
SOMAFEL	IG	100,00	100,00
OCCITANE FRUITS	IG	100,00	100,00
TERRE ANJOU	IG	100,00	100,00
THELAN	IG	98,04	98,04
TOP ATLANTIQUE	IG	99,00	97,00
CAP MAREE	IG	98,00	96,00
TOP ATLANTIQUE YBERT	IG	99,00	97,00
CR LE SAINT	IG	100,00	100,00
BBH SAS	IG	100,00	100,00
PROD ATLANTIQUE	IG	99,00	98,00
VALIFRUIT	IG	99,00	98,00
KERBES	IG	80,00	60,00
CARDIFF	IG	98,00	98,00
RIGAILL	IG	99,95	99,95
INDIANA IMPORTS	IG	69,00	78,00
CBM (HOMARDS ACADIENS)	IG	99,00	98,00
LMC NET	IG	99,00	98,00
PLO PRIMEURS	IG	99,00	98,00
SODICAV	IG	99,00	98,00
SUD IMPEX	IG	69,00	68,00
CAT IMMO	IG	50,00	50,00
SODILIB (Anciennement UPL)	IG	94,99	100,00
VERGER ETOILE	IG	100,00	100,00
TOP ATLANTIQUE PARIS	IG	100,00	100,00
MAINE FRUITS	IG	99,00	98,00
L'ORANGERIE	IG	100,00	100,00
TREMU	IG	100,00	100,00
LSVLOT	IG	100,00	100,00
CAP FOCEAN	IG	60,00	60,00
KERALIOU	IP	49,00	49,00
DU PORT DE KERALIOU	IP	50,00	50,00
GAUTIER LERBET IMPORTATION	IG	98,75	
VERPRIM	IG	99,00	
LMC FRUITS	IG	100,00	
MAISON LACOSTE	IG	98,75	
BARBIE	IG	100,00	

Toutes les sociétés sont intégrées globalement, à l'exception des sociétés AUNIS FRUITS, LAMOUR, SARL DE KERALIOU, SCI DU PORT DE KERALIOU (méthode proportionnelle) ainsi que des sociétés DE ROSA et HOT BREAD (mises en équivalence). La société FIDEGE n'exerce aucune fonction de gérante ou présidente dans ces sociétés. En revanche, la société FIDEGE exerce les fonctions de directeur général, sous lien de subordination statutaire avec le président, dans la société AUNIS FRUITS.

Les sociétés acquises antérieurement ou au cours de l'exercice clos dénommées CENTRE DE FORMATION SB 29, GEDEFI, HOLDISPORTS, LES ALBATROS DE BREST, GIE Diamond, INTIA, SAS BRUNEEL, SARL DE KERALIOU, OCEAN JET, GIE LE SAINT FRAIS, Gafic, SCI PHENIX et SAS PRIMEURS 29 SUD ont été exclues du périmètre de consolidation en raison de leur faible pourcentage d'intérêt ou de leur activité extérieure à celle du Groupe FIDEGE. La société FIDEGE n'exerce aucune fonction de gérante ou présidente dans ces sociétés.

La société LA LEGUMIERE est détenue à 90 % par la société ETABLISSEMENTS LE SAINT - FRUITS ET LEGUMES et à 10 % par la société FEVY, elle-même détenue à 75 % par la société FIDEGE au 31 décembre 2024.

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2024, à l'exception des sociétés LMC – FRUITS, MAISON LACOSTE et ETABLISSEMENTS BARBIE pour lesquelles des situations intermédiaires ont été réalisées au 31 décembre 2024. Un rappel des chiffres de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif pour certains postes.

Nous rappelons par ailleurs que la société FIDEGE intégrait 66 sociétés filiales au 1^{er} janvier 2024.

Nous vous présentons donc, dans le présent rapport, les informations suivantes :

1°) Situation du Groupe FIDEGE durant l'exercice écoulé :

Le chiffre d'affaires H.T. du groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 s'est établi à 873.770.549 € contre 829.110.247 € pour l'exercice clos en 2023 (+ 5,39 %).

Les produits d'exploitation ressortent à 881.557.590 € (+ 5,48 %).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 864.347.788 € (+ 5,74 %), réparties entre les principaux postes suivants :

. les achats consommés s'élèvent à 625.777.035 € contre 599.143.234 € pour l'exercice précédent (+ 4,45 %).

. les charges externes ressortent à 85.002.205 € contre 80.952.495 € pour l'exercice antérieur (+ 5,00 %).

. les charges de personnel du groupe, participation des salariés incluse, ressortent à 132.574.277 € contre 118.194.631 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (+ 12,17 %).

. le poste impôts et taxes du groupe ressort à 5.593.033 € contre 5.843.790 € pour l'exercice précédent (- 4,29 %) et les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 15.401.238 € (+ 16,04 %).

Le résultat d'exploitation du groupe avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition ressort à 17.209.801 € contre 18.382.074 € pour l'exercice 2023 (- 6,38 %).

Le résultat d'exploitation du groupe après amortissements et dépréciation des écarts d'acquisition ressort à 15.477.701 € contre 16.339.739 € pour l'exercice antérieur (- 5,28 %).

Le résultat financier ressort à - 2.177.870 € contre - 917.781 € pour l'exercice précédent (- 137,30 %).

Le résultat exceptionnel s'établit à - 414.420 € contre - 538.853 € pour l'exercice clos en 2023 (+ 23,09 %).

Après 3.185.033 € de charges d'impôts, le résultat net des sociétés intégrées ressort à 9.700.379 € contre 10.999.957 € pour l'exercice clos en 2023 (- 11,81 %).

Après - 50.470 € de quote-part de résultat M.E.Q. (quote-part résultats nets des sociétés mise en équivalence), le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève à 9.649.909 € contre 11.000.671 € en 2023 (- 12,28 %) et le résultat net du groupe ressort à 9.045.396 € (- 10,58 %).

Les intérêts minoritaires s'établissent à 604.513 € contre 884.898 € pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (- 31,69 %).

2°) Analyse de l'évolution des affaires :

a) Evolution du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe consolidé a progressé de 44.660.302 € soit + 5,39 %. Cette hausse s'explique par la politique de groupe et notamment par l'entrée dans le groupe consolidé de plusieurs nouvelles sociétés et à l'extension des activités des sociétés du groupe.

Nous vous indiquons ci-dessous les chiffre d'affaires du groupe réalisés par secteurs d'activités :

Chiffre d'affaires par activité	2024	2023	Variation
Pôle Fruits et légumes	580 554 077	548 844 423	31 709 654
Pôle Marée	174 467 299	166 185 600	8 281 699
Pôle Frais et distribution	113 585 868	108 919 500	4 666 368
Pôle Immobilier	10 433	20 292	-13 759
Pôle Sportif	4 261 826	3 969 469	292 357
Pôle Multi et autres activités	891 046	1 170 963	-276 017
Chiffre d'affaires	873 770 549	829 110 247	44 660 302

m,

b) Evolution du résultat

Le résultat net de l'ensemble consolidé a diminué de 1.350.762 € par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2023 (- 12,28 %) en raison notamment des charges d'exploitation du groupe consolidé.

c) Indicateurs de performance financière

La marge brute d'autofinancement passe de 24.658.233 € à 24.734.600 € pour l'ensemble du groupe consolidé, soit une hausse de 0,30 %.

Le niveau de trésorerie du groupe consolidé à l'ouverture de l'exercice s'élevait à 9.836.451 € pour ressortir à 6.343.834 € au 31 décembre 2024.

L'ensemble du groupe formé par les sociétés du groupe consolidé applique la politique de groupe déterminée et pilotée par la société FIDEGE, tête de groupe, avec l'objectif de rationaliser les coûts, favoriser les productions locales et réduire l'empreinte carbone des approvisionnements.

d) Niveau d'endettement

Le niveau d'endettement global des sociétés du périmètre consolidé en 2024 se décompose de la manière suivante :

- Emprunts et dettes auprès des banques : 96.592.561 € (+ 9,29 %)
Dont 294.973 € d'intérêts courus sur emprunts
- Dépôt et cautionnements reçus : 1.708 € (- 96,09 %)
- Autres emprunts et dettes assimilées : 1.862.399 € (- 43,04 %)
- Concours bancaires (trésorerie passive et dettes) : 4.290.180 € (+ 1,61 %)

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établissement de crédit	88 185 610	96 297 588	30 796 185	(22 965 834)	281 626	
Dépôts et cautionnements reçus	43 708	1 708				(42 000)
Autres emprunts et dettes assimilées	3 269 811	1 862 399	4 940	(1 412 352)		
Intérêts courus sur emprunts	194 624	294 973	293 473	(193 560)	436	
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 217 568	4 288 060			1 301	69 190
Concours bancaires (dettes)	4 680	2 120				(2 560)
Dettes financières	95 916 002	102 746 848	31 094 598	(24 571 746)		24 630
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>	<i>3 403 602</i>	<i>1 938 262</i>				

Au 31 décembre 2024, le montant total des P.G.E. en cours pour le groupe consolidé s'élevait à 5.281.929 €.

m -

e) Informations relatives aux questions d'environnement et de personnel

Le nombre de salariés évolue chaque année notamment en raison des opérations de restructurations juridiques internes et de croissances externes. Des ajustements peuvent être effectués dans chaque société compte tenu de l'évolution de l'activité, des opportunités, de la saisonnalité et du climat qui influent sur les ventes ainsi que du contexte économique général et géopolitique. L'effectif moyen du groupe en 2024 était de 2.861 salariés contre 2.717 en 2023.

Concernant les questions d'environnement, la politique du groupe reste le développement des activités portant sur les produits locaux. Il s'agit de privilégier, chaque fois que cela est possible, des approvisionnements qualitatifs auprès de producteurs locaux, proches des entités du groupe. Nous poursuivons ainsi nos efforts pour diminuer les impacts sur l'environnement notamment en termes de transport. Nous répondons également à une demande croissante de nos clients et des clients finaux en mettant l'accent sur des produits de leurs régions.

3°) Principaux risques et incertitudes :

L'activité de vente de fruits et légumes, comme l'activité marée, des sociétés du groupe restent variables suivant les années et la météo. L'activité « volailles » et B.O.F. évolue également à certaines périodes de l'année. Nous n'avons rien d'autre à mentionner.

4°) Utilisation des instruments financiers

Nous n'avons rien à signaler.

5°) Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice :

Le groupe a poursuivi sa politique de développement depuis le début de l'exercice. Nous rappelons que la société FIDEGE a :

- acquis, le 24 janvier 2025, le contrôle de la société holding ESTIVIN GROUPE HOLDING FINANCE (EGHF), société par actions simplifiée au capital de 1.364.275 €, dont le siège social est situé Avenue Vatel – 37000 TOURS et qui est immatriculée au RCS de TOURS sous le numéro 383 669 553. La société EGHF détient plusieurs filiales dont l'activité principale est substantiellement comparable à celle développée par le Groupe « Réseau LE SAINT » et se situe principalement sur le secteur géographique de TOURS. La société FIDEGE a été nommée président de la société EGHF le 24 janvier 2025 ;

- acquis, le 1^{er} avril 2025, 422 actions de la S.A.S. ESTIVIN GROUPE HOLDING FINANCE, filiale, appartenant à Monsieur Philippe BERTIN. La société FIDEGE détient désormais 99,99 % de la société EGHF, laquelle détient plusieurs filiales à 100 %. Cette acquisition significative nous a permis de développer le maillage territorial du groupe sur un secteur précédemment exploité par un autre membre du groupement VIVILYA ;

- acquis, le 2 avril 2025, 500 actions de la S.A.S. INDIANA IMPORT, filiale, appartenant à Monsieur et Madame Diego MOEYKENS et la société MYK INVESTISSEMENT. La société FIDEGE détient désormais directement 85 % du capital de la société INDIANA IMPORT ;

- acquis, le 19 mai 2025, 1.500 actions de la S.A.S. SUD IMPEX dont elle est déjà associée ;

- cédé, le 3 juin 2025, les 4.750 actions qu'elle détient au capital de la S.A.S. BBH.

Nous n'avons rien d'autre à mentionner sous cette rubrique.

6°) Evolution prévisible pour l'exercice en cours :

Nous espérons améliorer nos activités et poursuivre notre développement avec un résultat bénéficiaire pour l'exercice 2025. Par ailleurs, nous poursuivons notre politique de croissance externe. Plusieurs opérations d'acquisitions sont en cours ou à l'étude. Ces croissances auront lieu soit directement soit par l'intermédiaire de nos filiales en fonctions des secteurs et des entités ciblées. Elles ont pour objectif de consolider nos parts de marché sur certains secteurs ou de développer l'activité des secteurs plus récents.

7°) Activités en matière de recherche et développement ; informations diverses :

Nous n'avons rien à signaler en matière de recherche et développement.

Au 31 décembre 2024, les honoraires H.T. des commissaires aux comptes pour chaque structure contrôlée du groupe ont été les suivants :

FIDEGE :	19.273 €,
ETS LE SAINT - FRUITS ET LEGUMES :	12.740 €,
ARMOR FRUITS :	6.526 €,
ETABLISSEMENTS BOURGUIGNON :	6.556 €,
TOP ATLANTIQUE :	7.767 €,
DEVAUD :	6.699 €,
FOISSIER :	5.500 €,
FRUIDIS :	8.080 €,
CAP MAREE ATLANTIQUE :	4.970 €,
GFCAS :	8.036 €,
SODILAN :	5.825 €,
SOBOMAR ATLANTIQUE :	5.000 €,
A S L G DISTRIBUTION:	10.041 €,
AUNIS FRUITS :	5.143 €,
LSVLOT :	8.913 €,
TOP ATLANTIQUE YBERT :	3.411 €,
OCCITANE FRUITS :	4.652 €,
FRAICHADOUR :	3.724 €,

C.R LE SAINT :	3.060 €,
PROD ATLANTIQUE :	2.329 €,
VALIFRUIT :	9.125 €,
C.B.M. :	4.000 €,
BBH :	2.000 €,
HOLDISPORTS :	4.081 €,
SODICAV :	4.000 €,
SODILIB :	8.480 €,
ETABLISSEMENTS BARBIE :	9.498 €,

Soit un montant global de179.429 €.

Nous restons à votre disposition pour toutes précisions que vous souhaiteriez obtenir.

Le Président





Audit – Bureau de Lorient
Centre des affaires du Pré aux Clercs
4 rue Abbé Laudrin
56100 LORIENT

T : +33 (0)2 97 64 04 84

lorient@bakertilly.fr
www.bakertilly.fr

Geirec
Expertise comptable
Audit

Cabinet GEIREC
1 Ter Bld de la Boutière
CS 51812
35768 SAINT GREGOIRE CEDEX

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale
Ouest Atlantique

FIDEGE

Société par Actions Simplifiée au capital de 300 000 €
Siège social : 160, Rue Roberto Cabañas
29490 GUIPAVAS

RCS BREST 402 948 202

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2024

FIDEGE

Société par Actions Simplifiée au capital de 300 000 euros
Siège social : 160, rue Roberto Cabañas
29490 GUIPAVAS

RCS BREST 402 948 202

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés clos le 31/12/2024**

À l'Assemblée Générale de la société FIDEGE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FIDEGE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans les documents sur la situation financière.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Lorient et à Saint Grégoire, le 20 juin 2025

Les Commissaires aux Comptes

Baker Tilly STREGO

GEIREC

Stéphane PIQUEE

Régis LANCELOT

États financiers

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	2024	2023
Chiffre d'affaires	873 770 549	829 110 247
Autres produits d'exploitation	7 787 041	6 678 788
Achats consommés	(625 777 035)	(599 143 234)
Charges de personnel	(132 574 277)	(118 194 631)
Charges externes	(85 002 205)	(80 952 494)
Impôts et taxes	(5 593 033)	(5 843 790)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(15 401 238)	(13 272 812)
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	17 209 801	18 382 074
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	(1 732 099)	(2 042 336)
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	15 477 701	16 339 739
Résultat financier	(2 177 870)	(917 781)
Résultat exceptionnel	(414 420)	(538 853)
Impôts sur les résultats	(3 185 033)	(3 883 148)
Résultat net des entreprises intégrées	9 700 379	10 999 957
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(50 470)	714
Résultat net de l'ensemble consolidé	9 649 909	11 000 671
Intérêts minoritaires	604 513	884 898
Résultat net (part du groupe)	9 045 396	10 115 773

Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	50 114 147	43 402 153
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>40 037 689</i>	<i>33 514 145</i>
Immobilisations corporelles	84 173 474	78 926 184
Immobilisations financières	3 559 074	3 093 026
Titres mis en équivalence	663 442	711 054
Actif immobilisé	138 510 137	126 132 417
Stocks et en-cours	14 254 192	14 457 128
Clients et comptes rattachés	81 219 256	79 200 959
Autres créances et comptes de régularisation	24 054 880	26 959 167
<i>Dont Impôts différés Actif</i>	<i>1 397 298</i>	<i>1 151 008</i>
Valeurs mobilières de placement	2 000 000	
Disponibilités	8 631 894	14 054 019
Actif circulant	130 160 171	134 671 224
Total Actif	268 670 358	260 803 691
Capital	300 000	300 000
Réserves	50 602 700	40 540 565
Résultat net (Part du groupe)	9 045 396	10 115 773
Capitaux propres (Part du groupe)	59 948 096	50 956 337
Intérêts minoritaires	1 697 498	2 031 614
Total des capitaux propres	61 645 594	52 987 951
Autres fonds propres	2 144 703	2 225 082
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	5 484 832	6 230 788
Provisions	5 484 832	6 230 788
Dettes financières	102 746 848	95 916 002
Fournisseurs et comptes rattachés	62 072 387	65 839 166
Autres dettes et comptes de régularisation	34 575 994	37 604 702
<i>Dont Impôts différés Passif</i>	<i>2 655 884</i>	<i>2 700 317</i>
Dettes	199 395 229	199 359 870
Total Passif	268 670 358	260 803 691

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2024.12	2023.12
Résultat net total des entités consolidées	9 649 909	11 000 671
Dotations / Reprises aux amortissements, provisions et dépréciations	14 341 435	13 380 791
Variation de l'impôt différé	(117 006)	70 507
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur	(0)	(1)
Élimination des plus ou moins-values de cessions d'actifs	703 041	160 969
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	50 470	(714)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	106 751	46 010
Marge brute d'autofinancement	24 734 600	24 658 233
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(4 131 288)	5 692 214
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'EXPLOITATION (I)	20 603 312	30 350 447
Acquisitions d'immobilisations	(21 421 379)	(18 202 236)
Cessions d'immobilisations	1 851 859	974 434
Réduction des autres immobilisations financières	92 982	184 722
Incidence des variations de périmètre	(10 475 120)	(12 390 522)
Variation nette des placements à court terme		8 973
Opérations internes Haut de Bilan		147 435
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(29 951 659)	(29 277 193)
Émissions d'emprunts	30 801 125	24 403 858
Remboursements d'emprunts	(24 571 746)	(24 000 130)
Variation des subventions d'investissements	106 343	544 391
Dividendes versés des filiales	(785 454)	(1 158 304)
Dividendes reçus/versés de la société mère	(59 180)	(1 969 597)
Augmentations / réductions de capital	(58)	
Variation nette des concours bancaires	(2 560)	(7 887)
FLUX NET DE TRESO. GENERALE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	5 488 470	(2 187 668)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(3 859 876)	(1 114 415)
Trésorerie : ouverture	9 836 451	10 950 869
Trésorerie : ouverture	9 836 451	10 950 869
Trésorerie : clôture	6 343 834	9 836 451

Variation des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2022	300 000		32 830 854		9 320 048	42 450 902	2 719 089
Affectation du résultat N-1			11 013 742		(11 013 742)		
Distribution/ brut versé			(1 969 597)			(1 969 597)	(1 158 304)
Var. de capital en numéraire et souscription							
Résultat					10 115 773	10 115 773	884 898
Autres augmentations, diminutions							
Reclassement, restructuration et changement de méthode							
Ecart de conversion, effet de change							
Variations de périmètre			(1 377 395)		1 693 694	316 298	(414 818)
Autre			42 961			42 961	905
2023	300 000		40 540 665		10 115 773	50 956 337	2 031 770
Affectation du résultat N-1			10 062 351		(10 062 351)		
Distribution/ brut versé			(59 180)			(59 180)	(785 454)
Var. de capital en numéraire et souscription			(55)			(55)	(3)
Résultat					9 045 396	9 045 396	604 513
Autres augmentations, diminutions							
Reclassement, restructuration et changement de méthode							
Ecart de conversion, effet de change							
Variations de périmètre			70 857			70 857	(197 898)
Autre			129 876		(53 421)	76 455	44 569
2024	300 000		50 602 700		9 045 396	59 948 096	1 697 498

Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice

Mouvements de périmètre

Les principaux mouvements de périmètre intervenus au sein du groupe FIDEGE sont les suivants :

- SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION – Acquisition de titres

SAS SODILAN a fait l'acquisition le 3 janvier 2024 de 875 actions sur un total de 875 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Bordeaux.

- SAS VERPRIM – Acquisition de titres

SAS SODICAV a fait l'acquisition le 4 avril 2024 de 3 000 actions sur un total de 3 000 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Verquières.

- SAS LMC FRUITS – Acquisition de titres

SAS OCCITANE FRUITS a fait l'acquisition le 30 avril 2024 de 200 actions sur un total de 200 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Perpignan.

- SAS MAISON LACOSTE – Acquisition de titres

SAS SODILAN a fait l'acquisition le 1^{er} août 2024 de 7 200 actions sur un total de 7 200 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Bordeaux.

- SAS BARBIE – Acquisition de titres

SAS FIDEGE a fait l'acquisition le 8 octobre 2024 de 3 000 actions sur un total de 3 000 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Lyon.

- SARL HERAU PRIMEURS – Fusionnée

La SARL HERAU PRIMEURS a été absorbée via une Transmission Universelle de Patrimoine par la société SAS FRUIDIS par décision des associés du 8 avril 2024 avec effet au 13 mai 2024.

- SAS PALMERI PRIMEURS – Fusionnée

La SAS PALMERI PRIMEURS a été absorbée via une Transmission Universelle de Patrimoine par la société SAS PLO PRIMEURS par décision des associés du 9 juillet 2024 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2024.

- SAS DUVAL et SAS BOUCHARECHAS – Fusionnée

Les sociétés DUVAL et BOUCHARECHAS ont été absorbées via des fusions-absorptions par la société SAS SODILIB par décision des associés du 31 décembre 2024 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2024.

- SCI MAT EMBAL et SCI GRAU – Fusionnées

Les SCI MAT EMBAL et SCI GRAU ont été absorbées via une Transmission Universelle de Patrimoine par la société SAS LSVLOT par décision des associés du 30 décembre 2024 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2024.

Modification de dénomination sociale

La société SAS HIODEE est devenue la société SAS TOP ATLANTIQUE PARIS le 15 mars 2024.

Intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 24 décembre 2015 pour mise en application au 1^{er} janvier 2016. La société mère est FIDEGE et cette convention a été conclue pour une durée de 5 ans. A défaut de dénonciation, la convention d'intégration fiscale s'est trouvée renouvelée tacitement pour une nouvelle période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021. La contribution de chaque société à la dette d'impôt est égale à la cotisation d'impôt sur les sociétés dont chacune aurait été redevable, si elle avait fait l'objet d'une imposition séparée.

Le nombre de sociétés concernées est de 36 sociétés depuis le 1^{er} janvier 2024.

Chiffre d'affaires consolidé

Notre chiffre d'affaires consolidé contient le chiffre d'affaires des sociétés nouvellement entrantes pour les montants suivants : SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION pour 935 K€, SAS VERPRIM pour 3 569 K€, SAS LMC FRUITS pour 425 K€, SAS MAISON LACOSTE pour 3 518 K€ et SAS BARBIE pour 4 331 K€. Le total des chiffres d'affaires des sociétés entrantes est de 12 778 K€.

Comparabilité des exercices

Pour les sociétés entrantes, il a été pris en considération les données comptables de la situation comptable la plus proche de la date d'acquisition.

Sociétés entrantes	Date acquisition	Date dernière situation comptable	Impact comptes consolidés 31/12/24
GAUTIER LERBET IMPORTATION	03/01/2024	31/12/2023	12 mois
MAISON LACOSTE	01/08/2024	31/03/2024	9 mois
LMC FRUITS	30/04/2024	31/03/2024	9 mois
VERPRIM	04/04/2024	31/12/2023	12 mois
BARBIE	05/10/2024	30/06/2024	6 mois

Autres faits caractéristiques – Opérations en capital

Des abandons de créances ont été réalisés par la société SAS FIDEGE au profit des sociétés SAS OCCITANE FRUITS et SAS GFCAS.

Changements de méthodes

Néant

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

- Groupe Estivin – Acquisition de titres

SAS FIDEGE a fait l'acquisition le 24 janvier 2025 de la quasi-totalité des titres de la société SARL EGHF – Holding du groupe Estivin. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes et de produits alimentaires. Le siège social est basé à Tours.

Méthodes et principes de consolidation

Principes généraux

Les comptes consolidés du Groupe FIDEGE sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, et modifié par le règlement ANC 2020-01 sont appliquées.

L'exercice clos au 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31 décembre 2023.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est quasi-identique à celles des entreprises consolidées à l'exception de trois entités. Des situations intermédiaires sont réalisées au 31 décembre.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2024, le périmètre comprenait 65 sociétés contre 66 à la clôture de l'exercice précédent.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
FIDEGE	IG	100,00	100,00
CBS IMMOBILIER	IG	100,00	100,00
CONTADIR	IG	60,00	40,00
DE ROSA	ME	28,89	28,89
DEVAUD	IG	98,75	96,25
FEVY	IG	75,00	25,00
ARMOR FRUITS	IG	65,88	65,88
FOISSIER	IG	98,75	96,25
GFCAS	IG	100,00	100,00
GEDE	IG	100,00	100,00
HOT BREAD	ME	35,00	35,00
IMMOLANGON	IG	99,33	99,33
IMMOQUIMPER	IG	99,33	99,33
ASLG	IG	98,84	96,01
IMMOTOULOUSE	IG	99,33	99,33
IMMOVENDEE	IG	99,33	99,33
L'ECHOPPE	IG	100,00	100,00
LA LEGUMIERE	IG	96,24	91,24

Groupe FIDEGE – Comptes consolidés au 31 décembre 2024

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
LAMOUR	IP	49,95	49,95
LE SAINT	IG	99,24	98,60
BOURGUIGNON	IG	98,75	96,25
OCEANE	IG	100,00	100,00
PAL EMBA	IG	100,00	100,00
AUNIS FRUITS	IP	45,00	45,00
FRAICHADOUR	IG	99,82	96,00
SODILAN	IG	98,75	96,25
SOBOMAR	IG	100,00	99,95
SODIFRESH	IG	100,00	100,00
FRUIDIS	IG	98,00	96,00
SOMAFEL	IG	100,00	100,00
OCCITANE FRUITS	IG	100,00	100,00
TERRE ANJOU	IG	100,00	100,00
THELAN	IG	98,04	98,04
TOP ATLANTIQUE	IG	99,00	97,00
CAP MAREE	IG	98,00	96,00
TOP ATLANTIQUE YBERT	IG	99,00	97,00
CR LE SAINT	IG	100,00	100,00
BBH SAS	IG	100,00	100,00
PROD ATLANTIQUE	IG	99,00	98,00
VALIFRUIT	IG	99,00	98,00
KERBES	IG	80,00	60,00
CARDIFF	IG	98,00	98,00
RIGAILL	IG	99,95	99,95
INDIANA IMPORTS	IG	69,00	78,00
CBM (HOMARDS ACADIENS)	IG	99,00	98,00
LMC NET	IG	99,00	98,00
PLO PRIMEURS	IG	99,00	98,00
SODICAV	IG	99,00	98,00
SUD IMPEX	IG	69,00	68,00
CAT IMMO	IG	50,00	50,00
SODILIB (Anciennement UPL)	IG	94,99	100,00
VERGER ETOILE	IG	100,00	100,00
TOP ATLANTIQUE PARIS	IG	100,00	100,00
MAINE FRUITS	IG	99,00	98,00
L'ORANGERIE	IG	100,00	100,00
TREMU	IG	100,00	100,00
LSVLOT	IG	100,00	100,00
CAP FOCEAN	IG	60,00	60,00
KERALIOU	IP	49,00	49,00
DU PORT DE KERALIOU	IP	50,00	50,00
GAUTIER LERBET IMPORTATION	IG	98,75	
VERPRIM	IG	99,00	
LMC FRUITS	IG	100,00	
MAISON LACOSTE	IG	98,75	
BARBIE	IG	100,00	

Toutes les sociétés sont intégrées globalement, à l'exception des sociétés suivantes : Aunis Fruits / Lamour / Keraliou / SCI Port de Keraliou (Méthode proportionnelle) et de De Rosa / Hot Bread (Mise en équivalence)

Toutefois, les sociétés nommées Centre de formation SB 29, SARL Gedefi, les Albatros de Brest, GIE Diamond, Ocean Jet, Intia SAS, SAS Bruneel, GIE Le Saint Frais, Gafic, SCI Phenix, SAS Primeurs 29 Sud, SAS Holdisports restent exclues du périmètre consolidation en raison de leur faible pourcentage d'intérêt ou de leur activité extérieure à celle du groupe Fidège.

Variation du périmètre de consolidation

Il a été intégré au périmètre de consolidation 5 sociétés : SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION, SAS VERPRIM, SAS LMC FRUITS, SAS MAISON LACOSTE et SAS BARBIE.

Il est à noter la sortie des sociétés SAS PALMERI PRIMEURS, SAS HERAU PRIMEURS, SCI GRAU, SCI MAT EMBAL, SAS DUVAL et SAS BOUCHARÉCHAS à la suite d'opération de fusions.

Les impacts des fusions intragroupes dans la consolidation sont présents dans la colonne « Autres variations » de nos annexes.

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement aux fonds commerciaux des sociétés acquises par les filiales du groupe qui ne font pas l'objet d'un amortissement. Ceux-ci sont dépréciés, le cas échéant, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur inscrite au bilan.

La valeur d'inventaire est déterminée sur la base des critères propres à la profession. Elle prend en compte, pour chaque fonds de commerce, notamment la qualité des emplacements, les données physiques de l'entreprise, les loyers, le chiffre d'affaires réalisé. Les mêmes critères sont retenus pour la valorisation de l'ensemble des fonds commerciaux

Quant aux autres immobilisations incorporelles, telles que les logiciels, elles font l'objet de l'application du règlement CRC 2002-10, 2003-07 et 2004-06. La méthode retenue est la méthode prospective.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire d'amortissement entre 1 an et 5 ans.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Nature des immobilisations	Durée d'usage (1)	Durée d'utilisation (2)
Constructions	10 à 20 ans	10 à 25 ans
Agencements et aménagements	2 à 10 ans	8 à 25 ans
Installations techniques	3 à 8 ans	8 à 15 ans
Matériels et outillages	3 à 5 ans	3 à 7 ans
Matériel de transport	1 à 5 ans	3 à 10 ans
Matériel de bureau	1 à 5 ans	2 à 5 ans
Mobilier	2 à 5 ans	4 à 10 ans

Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisitions sont déterminés lors de la première année de consolidation d'une société. Ils correspondent à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ». Un écart d'acquisition négatif est comptabilisé au passif dans un poste dédié et sera repris selon les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Conformément à la réglementation, il a été décidé de ne plus amortir sur 7 ans les écarts d'acquisitions postérieurs au 1^{er} janvier 2018. Toutefois, il a été maintenu l'amortissement linéaire sur 7 ans des écarts d'acquisitions antérieurs à cette date.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks de marchandises sont valorisés au prix de revient moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les matières consommables sont évaluées selon la méthode du dernier prix d'achat connu. Elles sont évaluées au coût d'acquisition de chaque lot selon la méthode du premier entré, premier sorti (méthode FIFO)

Les produits finis de l'activité spécifique de transformation de la société La Légumière sont évalués au coût moyen de production.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont comptabilisées en comptes de régularisation pour les sommes octroyées antérieurement au 1^{er} janvier 2021 comme le préconise le règlement actuel de l'ANC.

Pour les subventions d'investissement perçues à compter du 1^{er} janvier 2021 et conformément au règlement ANC 2020-01, elles sont comptabilisées dans la rubrique « autres fonds propres » pour leur montant net avec une reprise au compte de résultat selon les règles du PCG article 312-1.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode obligatoire édictée par le règlement ANC 2020-01. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Le taux retenu au titre de l'exercice est de 25 % soit sans variation par rapport à l'année 2023.

La société SAS Fidège, mère, intègre fiscalement 36 sociétés pour le régime au 1^{er} janvier 2024.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

A leur départ en retraite, les salariés des sociétés percevront une indemnité conformément à la loi et aux dispositions des Conventions Collectives applicables. Les hypothèses retenues lors du calcul des engagements en matière de retraite sont les suivantes :

- Le taux moyen des charges patronales est fixé à 35 % pour les non-cadres et 47 % pour les cadres.
- Le taux de rotation du personnel retenu est faible au regard du nombre de salariés ayant quitté l'entreprise et ceux présents.
- L'âge de départ en retraite est compris à l'âge légal 60-62 ans compte tenu du départ volontaire possible des salariés.
- Le taux d'actualisation retenu correspond à un taux fixé à 3.43 % (hypothèse retenue : moyenne taux 31/12/2022 (3.75), 31/12/2023 (3.20) et 31/12/2024 (3,45))

La valeur des engagements en matière de retraite a diminué de 801 950 € principalement en raison de la hausse du taux d'actualisation. L'impact a été comptabilisé en totalité dans notre compte de résultat.

Notes annexes sur les postes du bilan

Annexe 1 – Ecart d'acquisition (goodwill)

Libellé	2023	2024	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotations	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	67 168 410	75 424 054	7 651 209			604 544	(109)
Amortissements des écarts d'acquisition	(33 654 265)	(35 386 365)			(1 732 099)		
Valeur nette	33 514 145	40 037 690	7 651 209		(1 732 099)	604 544	(109)

Les nouvelles entités acquises au cours de l'exercice ont généré des écarts d'acquisition positifs pour 7 651 209 euros.

Pour rappel, les dotations de l'exercice représentent les amortissements des écarts d'acquisition activés avant le 1^{er} janvier 2018 conformément à la réglementation et indépendamment de la valeur économique.

Les tests de dépréciation n'ont pas détecté d'éventuelles dépréciations à comptabiliser.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux pôles d'activités suivants :

Libellé	Brut	Amort.	Dépréciation	Net
Ecart d'acquisition	75 424 053	(35 386 364)	0	40 037 689
Pôle multi activités et autres	5 460 910	(4 668 338)	0	792 572
Pôle frais	4 945 099	(4 480 255)	0	464 844
Pôle fruits et légumes	55 302 880	(23 123 613)	0	32 179 267
Pôle marée	9 715 164	(3 114 158)	0	6 601 006
Ecart d'acquisition passif				

Annexe 2.1 – Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	5 060	5 060				
Concessions, brevets et droits similaires	5 113 344	5 444 733	313 410	(54 305)	72 284	
Droit au bail	1 654 822	1 674 237	14 841		4 573	
Fonds commercial	9 409 382	9 793 738	305 209		28 147	51 000
Autres immobilisations incorporelles	782 422	344 084	170 000	(608 338)		
Ecart d'acquisition	67 168 410	75 424 054			8 255 753	(109)
Immobilisations incorporelles	84 133 442	92 685 907	803 460	(662 643)	8 360 757	50 891
Terrains	5 420 398	6 820 004	1 399 606			
Agencements et aménagements de terrains	250 133	540 791	213 894			76 764
Constructions	43 883 480	44 780 718	427 471	(9 542)	283 664	195 644
Constructions sur sol d'autrui	1 943 103	1 901 945		(41 440)		282
Installations techniques, matériel & outillage	30 169 467	33 574 359	3 005 634	(451 268)	415 818	434 707
Autres immobilisations corporelles	84 474 635	92 160 518	9 903 774	(4 196 762)	1 340 028	638 843
Matériel de transport	1 842 208	1 842 208				
Immobilisations corporelles en cours	1 996 864	4 377 935	3 721 739			(1 340 668)
Avances et acomptes s/immobilisations corporelles	9 723	3 844	3 844			(9 723)
Immobilisations corporelles	169 990 010	186 002 322	18 675 962	(4 699 012)	2 039 511	(4 150)
Total	254 123 452	278 688 228	19 479 422	(5 361 655)	10 400 268	46 741
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>						
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations incorporelles	1 094 539	1 094 539				
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations corporelles	20 914 369	20 659 389		(254 980)		

Immobilisations corporelles :

Le groupe FIDEGE poursuit sa politique d'investissements dans le matériel roulant afin d'accroître son autonomie dans la gestion de la flotte de véhicules.

La colonne « variations de périmètre » contient uniquement les mouvements liés aux entrées de périmètre de l'exercice.

Annexe 2.2 – Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	(3 413)	(3 413)				
Concessions, brevets et droits similaires	(3 089 865)	(3 642 816)	(567 018)		(40 215)	54 283
Droit au bail	(1 100 886)	(1 196 805)	(95 919)			
Autres immobilisations incorporelles	(705 451)	(164 952)	(67 839)			608 338
Amortissements des écarts d'acquisition	(33 654 265)	(35 386 365)	(1 732 099)			
Amortissements des immobilisations incorporelles	(38 553 880)	(40 394 350)	(2 462 876)		(40 215)	662 621
Agencements et aménagements de terrains	(209 223)	(197 920)	(8 697)			20 000
Constructions	(22 481 393)	(24 573 309)	(1 883 763)		(220 681)	12 528
Constructions sur sol d'autrui	(535 680)	(588 621)	(89 092)			36 151
Installations techniques, matériel & outillage	(16 205 424)	(18 688 012)	(2 584 384)		(323 865)	425 661
Autres immobilisations corporelles	(50 322 379)	(56 301 039)	(7 788 410)		(973 571)	2 783 321
Amortissements du matériel de transport	(1 309 726)	(1 479 947)	(170 221)			
Amortissements des immobilisations corporelles	(91 063 826)	(101 828 848)	(12 524 567)		(1 518 117)	3 277 661
Amortissements sur actif immobilisé	(129 617 706)	(142 223 198)	(14 987 443)		(1 558 332)	3 940 283
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>						
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations incorporelles	(454 575)	(632 008)				
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations corporelles	(13 319 153)	(14 274 461)				

Annexe 2.3 - Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Droit au bail	(188 628)	(188 628)				
Fonds commercial	(1 988 780)	(1 988 780)				
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(2 177 408)	(2 177 408)				
Dépréciations sur actif immobilisé	(2 177 408)	(2 177 408)				

Annexe 3.1 – Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	1 318 656	2 005 743	12 070 301	(291 273)		(11 091 941)	77
Créances rattachées à des participations	138 068						(138 068)
Titres immobilisés (non courants)	228 161	387 079	159 080	(152)			(10)
Prêts	151 973	125 000		(27 123)		150	
Dépôts et cautionnements versés	1 317 059	1 400 157	137 508	(65 859)		53 449	(42 000)
Immobilisations financières	3 153 917	3 917 979	12 366 888	(384 407)		(11 038 342)	(180 000)
Titres mis en équivalence	711 054	663 442			(50 470)	(2)	2 858
Actifs financiers	3 864 971	4 581 421	12 366 888	(384 407)	(50 470)	11 038 343	(177 142)

Titres de participation

Il s'agit principalement des nouvelles acquisitions de l'exercice : SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION, SAS VERPRIM, SAS LMC FRUITS, SAS MAISON LACOSTE et SAS BARBIE.

Prêts

Libellé	2024	< 1 an	1 an<2 ans	2 ans<3 ans	3 ans<4 ans	4 ans<5 ans	Au-delà
Prêts	125 000	125 000					
Dépôts et cautionnements versés	1 400 157	6 975					1 393 182
Total	1 525 157	131 975					1 393 182

Annexe 3.2 – Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Dotations	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	(50)	(50)				
Titres immobilisés (non courants)	(31 400)	(231 387)	(199 987)			
Prêts	(26 973)	(125 000)	(125 000)	26 973		
Dépôts et cautionnements	(2 468)	(2 468)				
Dépréciations sur immobilisations financières	(60 891)	(358 905)	(324 987)	26 973		

Annexe 4 – Stocks et en-cours

Libellé	2024			2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et autres approvisionnements	1 559 537		1 559 537	1 152 219		1 152 219
Stocks de marchandises	12 699 778	(5 123)	12 694 655	13 320 694	(15 785)	13 304 909
Stocks et en-cours	14 259 315	(5 123)	14 254 192	14 472 913	(15 785)	14 457 128

Annexe 5 – Impôt différé

Libellé	2023	2024	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Variations de périmètre	Autres variations
Valeur nette d'impôt différé	(1 549 309)	(1 258 586)	117 006		122 408	51 309
Fiscalité différée (décalages temporaires)	2 119 442	2 340 120	165 722		77 517	(22 561)
Fiscalité différée (retraitements)	(4 270 327)	(4 183 982)	(32 415)		44 891	73 869
Annulation du social pour les MEE	(28 551)	(44 852)	(16 301)			
Annulation quote-part HG sur Proportionnelles	(319 457)	(351 932)	(32 475)			
Sous total	(2 498 893)	(2 240 646)	84 531		122 408	51 309
Autres	949 584	982 059	32 475			0
Valeur nette par catégorie	(1 549 309)	(1 258 586)	117 006		122 408	51 309

Annexe 6.1 – Actif circulant

Libellé	2024			2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés	85 257 299	(4 038 043)	81 219 256	82 569 620	(3 368 661)	79 200 959
Clients et comptes rattachés	85 257 299	(4 038 043)	81 219 256	82 569 620	(3 368 661)	79 200 959
Avances et acomptes versés sur commandes	973 956		973 956	1 279 380		1 279 380
Créances sur personnel & organismes sociaux	216 621		216 621	151 190		151 190
Impôts différés - actif	1 397 298		1 397 298	1 151 008		1 151 008
Créances fiscales hors IS part < 1an	7 277 579		7 277 579	7 362 211		7 362 211
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1an	1 509 168		1 509 168	1 132 997		1 132 997
Comptes courants part < 1an	7 599 926		7 599 926	8 565 125		8 565 125
Créances sur cessions d'actifs part < 1an	249 111		249 111	579 250		579 250
Autres créances part < 1an	1 827 486	(361 959)	1 465 528	3 712 143	(290 360)	3 421 784
Charges constatées d'avance part < 1 an	3 365 643		3 365 643	3 316 173		3 316 173
Autres créances et comptes de régularisation	24 416 788	(361 959)	24 054 880	27 249 477	(290 360)	26 959 117
Clients et autres créances	109 674 087	(4 400 002)	105 274 135	109 819 097	(3 659 020)	106 160 077

Groupe FIDEGE – Comptes consolidés au 31 décembre 2024

Les comptes courants à moins d'un an sont principalement constitués du compte courant entre la société SARL FIDEGE et la SAS HOLDISPORTS, lequel est de 2 840 365 euros au 31 décembre 2024 contre 2 923 721 euros au 31 décembre 2023.

Annexe 7 – Trésorerie nette

Libellé	2023	2024
Trésorerie active nette	14 054 019	10 631 894
VMP - Equivalents de trésorerie		2 000 000
Disponibilités	14 052 682	8 617 215
Intérêts courus non échus s/ dispo.	1 338	14 678
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 217 568	4 288 060
Trésorerie à court terme	9 836 451	6 343 834
Trésorerie passive assimilée à une dette	(4 680)	(2 120)
Trésorerie nette	9 831 771	6 341 713

Annexe 8 – Provisions

Libellé	2023	2024	Dotations	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges		331 258	125 550	(88 056)		18 500	275 264
Autres provisions pour risques	275 264						(275 264)
Provisions pour pensions et retraites	5 955 524	5 153 574	85 393	(1 066 908)		179 565	
Provisions	6 230 788	5 484 832	210 943	(1 154 964)		198 065	

La provision pour pensions et retraites fait l'objet d'une baisse de 801 950 euros. Le taux d'actualisation au cours de cet exercice est passé d'un taux de 2.64 % en 2023 à un taux de 3.43 % en 2024 hypothèse retenue : moyenne taux 31/12/2022 (3.75), 31/12/2023 (3.20) et 31/12/2024 (3,45).

Annexe 9 – Dettes financières

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établissement de crédit	88 185 610	96 297 588	30 796 185	(22 965 834)	281 626	
Dépôts et cautionnements reçus	43 708	1 708				(42 000)
Autres emprunts et dettes assimilées	3 269 811	1 862 399	4 940	(1 412 352)		
Intérêts courus sur emprunts	194 624	294 973	293 473	(193 560)	438	
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 217 568	4 288 060			1 301	69 190
Concours bancaires (dettes)	4 680	2 120				(2 560)
Dettes financières	95 916 002	102 746 848	31 094 598	(24 571 746)		24 630
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>	<i>3 403 602</i>	<i>1 938 262</i>				

Libellé	2024	< 1 an	1 an<2 ans	2 ans<3 ans	3 ans<4 ans	4 ans<5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établissement de crédit	96 297 588	23 906 686	17 708 920	14 020 963	12 613 717	10 695 648	17 351 655
Dépôts et cautionnements reçus	1 708						1 708
Autres emprunts et dettes assimilées	1 862 399	1 013 918	727 085	121 395			
Intérêts courus sur emprunts	294 973	294 972					
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 288 060	4 288 060					
Concours bancaires (dettes)	2 120	2 120					
Dettes financières	102 746 848	29 505 757	18 436 005	14 142 358	12 613 717	10 695 648	17 353 363

Emprunts auprès des établissements de crédit - Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Le total des Prêts Garantis à l'Etat (PGE) au 31 décembre 2024 est de 5 281 929 euros.

Autres emprunts et dettes assimilées

Il s'agit principalement des dettes associées aux retraitements en consolidation des redevances de crédits-baux.

Annexe 10 – Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2023	2024
Dettes fournisseurs part < 1 an	65 839 166	62 072 387
Dettes fournisseurs	65 869 166	62 072 387
Avances et acomptes reçus sur commandes	732 151	781 914
Dettes sociales part < 1 an	18 511 527	20 192 072
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	5 270 901	5 127 641
Impôts différés passif	2 700 317	2 655 884
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	106 633	7 187
Comptes courants groupe part < 1 an	3 129 909	2 156 136
Dettes s/ acquis. d'actifs part < 1 an	1 419 528	131 029
Autres dettes part < 1 an	3 310 525	999 576
Charges à payer (Quote-part pertes SNC)	63 306	
Intérêts courus sur dettes	6	
Produits constatés d'avance part < 1 an	2 359 898	2 524 554
Autres dettes et comptes de régularisation	37 604 702	34 575 994
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	103 443 868	96 648 381

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

Annexe 11 – Chiffre d'affaires

Libellé	2024	2023
Ventes de marchandises	842 860 912	800 907 705
Production vendue de biens	8 314 911	8 410 208
Production vendue de services	13 631 304	12 314 616
Produits des activités annexes	10 355 813	8 786 808
Rabais, remises et ristournes accordés	(1 392 391)	(1 309 090)
Chiffre d'affaires	873 770 549	829 110 247

Chiffre d'affaires par activité	2024	2023	Variation
Pôle Fruits et légumes	580 554 077	548 844 423	31 709 654
Pôle Marée	174 467 299	166 185 600	8 281 699
Pôle Frais et distribution	113 585 868	108 919 500	4 666 368
Pôle Immobilier	10 433	20 292	-13 759
Pôle Sportif	4 261 826	3 969 469	292 357
Pôle Multi et autres activités	891 046	1 170 963	-276 017
Chiffre d'affaires	873 770 549	829 110 247	44 660 302

Annexe 12 – Autres produits d'exploitation

Libellé	2024	2023
Subventions d'exploitation	1 352 094	1 223 722
Reprise sur provisions d'exploitation	88 056	74 145
Reprise sur provision engagements de retraite	1 066 908	297 305
Reprise sur dépréciation sur actif circulant	1 313 673	1 204 304
Transferts de charges d'exploitation	3 646 111	3 618 609
Autres produits	320 199	260 703
Autres produits d'exploitation	7 787 041	6 678 788

Le poste « Subventions d'exploitation » concerne des subventions pour le pôle sportif pour 301 091 € et essentiellement des aides à l'emploi dans le cadre du soutien aux contrats d'apprentissage.

Annexe 13 – Achats consommés

Libellé	2024	2023
Achats de marchandises	(595 059 833)	(567 376 410)
Achats d'études et prestations de services	(550 601)	(548 363)
Achats non stockés de matières et de fournitures	(9 156 308)	(10 356 152)
Variation stocks de marchandises	(852 278)	477 060
Achat matières premières, fournitures & autres approvisionnements	(20 555 974)	(21 066 962)
Var. stocks p., fournitures & autres approvisionnements	397 959	(272 408)
Achats consommés	(625 777 035)	(599 143 234)

Annexe 14 – Charges externes

Libellé	2024	2023
Sous-traitance	(553 991)	(1 183 457)
Locations immobilières et charges locatives	(11 363 197)	(8 836 160)
Locations mobilières et charges locatives	(1 417 759)	(1 176 930)
Entretien et réparations	(14 954 905)	(13 383 176)
Primes d'assurances	(2 389 744)	(2 245 122)
Autres services extérieurs	(567 706)	(442 288)
Personnel détaché et intérimaire	(2 785 921)	(5 717 633)
Rémunération d'intermédiaires & honoraires	(12 023 520)	(9 713 704)
Publicité, publications, relations publiques	(8 351 413)	(8 597 134)
Transport	(18 655 600)	(17 876 344)
Déplacements, missions et réceptions	(5 278 873)	(5 876 729)
Frais postaux et frais de télécommunications	(2 163 749)	(2 038 588)
Frais bancaires	(539 162)	(485 381)
Autres charges externes	(2 551 213)	(2 169 029)
Perte sur créances irrécouvrables	(981 695)	(847 939)
Autres charges	(423 758)	(362 880)
Autres charges d'exploitation	(85 002 205)	(80 952 494)

Annexe 15 – Impôts et taxes

Libellé	2024	2023
Impôts et taxes sur rémunérations	(3 135 805)	(3 284 381)
Autres impôts et taxes	(2 457 228)	(2 559 409)
Impôts et taxes	(5 593 033)	(5 843 790)

Annexe 16 – Charges de personnel

Libellé	2024	2023
Rémunérations du personnel	(98 288 160)	(87 373 215)
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	(33 159 439)	(29 274 153)
Autres charges de personnel	(77 824)	(131 501)
Participation des salariés	(1 918 843)	(2 226 108)
Transfert de charges de personnel	869 989	810 345
Charges de personnel	(132 574 277)	(118 194 631)

Annexe 17 – Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2024	2023
Dotations / Amortissements & dépréciations sur immobilisations incorporelles	(739 844)	(612 526)
Dotations / Amortissements & dépréciations sur immobilisations corporelles	(12 499 722)	(10 680 367)
Dotations / provisions d'exploitation	(125 550)	(129 600)
Dotations / provision engagements de retraite	(85 393)	(287 252)
Dotations pour dépréciation des actifs circulants	(1 950 729)	(1 563 067)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(15 401 238)	(13 272 812)

Annexe 18 – Produits financiers

Libellé	2024	2023
Dividendes des autres participations	19 126	14 481
Dividendes des participations consolidées	1	1
Produits sur créances et VMP	6 688	38
Reprise sur dépréciation titres - groupe	26 973	
Gains de change sur opérations financières	1 056	2 841
Autres produits financiers	698 704	1 192 092
Produits financiers	752 548	1 209 453

Les autres produits financiers contiennent principalement des produits d'intérêts sur des comptes courants d'entités non consolidées et plus particulièrement avec la société HOLDISPORTS.

Annexe 19 – Charges financières

Libellé	2024	2023
Charges d'intérêts	(2 443 022)	(1 958 537)
Pertes de change sur opérations financières	(648)	(3 189)
Autres charges financières	(161 761)	(165 508)
Dotations dépréciations sur actifs financiers	(125 000)	
Dotations pour dépréciation titres - groupe	(199 987)	
Charges financières	(2 930 418)	(2 127 233)

Annexe 20 – Produits exceptionnels

Libellé	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 769	46 329
Produits exceptionnels s/ exercices antérieurs	11 533	503
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	2 658	
Produits de cession d'immobilisations corporelles	674 451	953 286
Produits de cession de titres	331 750	19 148
Autres produits de cession		2 000
Subventions investissement virées au résultat de l'exercice	290 982	265 131
Autres produits exceptionnels	30 012	65 317
Produits exceptionnels	1 391 154	1 351 715

Annexe 21 – Charges exceptionnelles

Libellé	2024	2023
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(822 877)	(589 878)
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(7 191)	(529)
VNC des titres conso cédés	(291 273)	
VNC des immobilisations incorporelles cédées	(22)	(1 120)
VNC des immobilisations corporelles cédées	(577 451)	(1 109 808)
VNC des titres cédés	(152)	(11 948)
Autres charges exceptionnelles	(90 833)	(177 126)
Charges de fusion	0	1
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(15 776)	(161)
Charges exceptionnelles	(1 805 574)	(1 890 568)

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion contiennent des amendes et des indemnités de licenciement sur l'ensemble de nos pôles.

Annexe 22 – Charges d’impôts

Libellé	2024	2023
Impôt sur les bénéfices	(1 587 705)	(2 023 610)
Produit ou charge d'impôt lié à l'intégration fiscale	(1 726 788)	(1 804 830)
Impôts différés	117 006	(70 507)
Report	12 454	15 799
Charges d'impôts	(3 185 033)	(3 883 148)

La preuve d’impôts se décompose comme suit :

Libellé	2024.12
Résultat des entreprises intégrées	9 649 909
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. sur écarts d'acquisition et résultat des mises en équivalence	(4 967 602)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. sur écarts d'acquisition et résultat des mises en équivalence	14 617 511
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000% (3 654 378)
Effets des différences de base	(1 814 226)
Effets des différences de taux	0
Effets des dispositions fiscales particulières	2 288 726
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(3 179 878)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(3 185 033)
ECART	5 155
<i>Taux effectif d'impôt</i>	<i>22,05%</i>

Autres informations

Effectifs

Libellé	2024	2023
Cadres	293	262
Agents de maîtrise et techniciens	776	698
Employés	1 745	1 661
Ouvriers	10	8
Effectif moyen interne	2 824	2 619
Intérimaires	37	97
Effectif moyen intérimaire	37	97
Effectif moyen total	2 861	2 716

Engagements hors-bilan

Libellé	2024	2023
Effets escomptés non échus	0	0
Avals, cautions, garanties données	44 195 809	37 892 881
Cautions apportées auprès des filiales	7 275 916	5 609 343

Les engagements financiers concernent principalement les emprunts souscrits par les sociétés du groupe.

COPIE

Groupe FIDEGE
160 rue Roberto Cabañas
29490 GUIPAVAS

COMPTES CONSOLIDES
au 31 décembre 2024

Certifiée Conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of fluid, connected strokes. The signature is positioned below the 'Certifiée Conforme' text.

Bilan consolidé

Bilan actif consolidé	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles	50 114 147	43 402 153
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	<i>40 037 689</i>	<i>33 514 145</i>
Immobilisations corporelles	84 173 474	78 926 184
Immobilisations financières	3 559 074	3 093 026
Titres mis en équivalence	663 442	711 054
Actif immobilisé	138 510 137	126 132 417
Stocks et en-cours	14 254 192	14 457 128
Clients et comptes rattachés	81 219 256	79 200 959
Autres créances et comptes de régularisation	24 054 880	26 959 167
<i>Dont Impôts différés Actif</i>	<i>1 397 298</i>	<i>1 151 008</i>
Valeurs mobilières de placement	2 000 000	
Disponibilités	8 631 894	14 054 019
Actif circulant	130 160 171	134 671 224
Total Actif	268 670 358	260 803 691
Capital	300 000	300 000
Réserves	50 602 700	40 540 565
Résultat net (Part du groupe)	9 045 396	10 115 773
Capitaux propres (Part du groupe)	59 948 096	50 956 337
Intérêts minoritaires	1 697 498	2 031 614
Total des capitaux propres	61 645 594	52 987 951
Autres fonds propres	2 144 703	2 225 082
Ecart d'acquisition passif		
Provisions pour risques et charges	5 484 832	6 230 788
Provisions	5 484 832	6 230 788
Dettes financières	102 746 848	95 916 002
Fournisseurs et comptes rattachés	62 072 387	65 839 166
Autres dettes et comptes de régularisation	34 575 994	37 604 702
<i>Dont Impôts différés Passif</i>	<i>2 655 884</i>	<i>2 700 317</i>
Dettes	199 395 229	199 359 870
Total Passif	268 670 358	260 803 691

États financiers

Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	2024	2023
Chiffre d'affaires	873 770 549	829 110 247
Autres produits d'exploitation	7 787 041	6 678 788
Achats consommés	(625 777 035)	(599 143 234)
Charges de personnel	(132 574 277)	(118 194 631)
Charges externes	(85 002 205)	(80 952 494)
Impôts et taxes	(5 593 033)	(5 843 790)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(15 401 238)	(13 272 812)
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	17 209 801	18 382 074
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	(1 732 099)	(2 042 336)
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	15 477 701	16 339 739
Résultat financier	(2 177 870)	(917 781)
Résultat exceptionnel	(414 420)	(538 853)
Impôts sur les résultats	(3 185 033)	(3 883 148)
Résultat net des entreprises intégrées	9 700 379	10 999 957
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	(50 470)	714
Résultat net de l'ensemble consolidé	9 649 909	11 000 671
Intérêts minoritaires	604 513	884 898
Résultat net (part du groupe)	9 045 396	10 115 773

COPIE

Groupe FIDEGE
160 rue Roberto Cabañas
29490 GUIPAVAS

COMPTES CONSOLIDES
au 31 décembre 2024

Certifiée Conforme

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of fluid, connected strokes. It appears to be a stylized representation of a name, possibly starting with a capital 'L' or 'S' followed by several loops and a final horizontal stroke.

Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	2024.12	2023.12
Résultat net total des entités consolidées	9 649 909	11 000 671
Dotations / Reprises aux amortissements, provisions et dépréciations	14 341 435	13 380 791
Variation de l'impôt différé	(117 006)	70 507
Éléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur	(0)	(1)
Élimination des plus ou moins-values de cessions d'actifs	703 041	160 969
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	50 470	(714)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	106 751	46 010
Marge brute d'autofinancement	24 734 600	24 658 233
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	(4 131 288)	5 692 214
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	20 603 312	30 350 447
Acquisitions d'immobilisations	(21 421 379)	(18 202 236)
Cessions d'immobilisations	1 851 859	974 434
Réduction des autres immobilisations financières	92 982	184 722
Incidence des variations de périmètre	(10 475 120)	(12 390 522)
Variation nette des placements à court terme		8 973
Opérations internes Haut de Bilan		147 435
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	(29 951 659)	(29 277 193)
Émissions d'emprunts	30 801 125	24 403 858
Remboursements d'emprunts	(24 571 746)	(24 000 130)
Variation des subventions d'investissements	106 343	544 391
Dividendes versés des filiales	(785 454)	(1 158 304)
Dividendes reçus/versés de la société mère	(59 180)	(1 969 597)
Augmentations / réductions de capital	(58)	
Variation nette des concours bancaires	(2 560)	(7 887)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	5 488 470	(2 187 668)
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	(3 859 876)	(1 114 415)
Trésorerie : ouverture	9 836 451	10 950 869
Trésorerie : ouverture	9 836 451	10 950 869
Trésorerie : clôture	6 343 834	9 836 451

Variation des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2022	300 000		32 830 854		9 320 048	42 450 902	2 719 089
Affectation du résultat N-1			11 013 742		(11 013 742)		
Distribution/ brut versé			(1 969 597)			(1 969 597)	(1 158 304)
Var. de capital en numéraire et souscription							
Résultat					10 115 773	10 115 773	884 898
Autres augmentations, diminutions							
Reclassement, restructuration et changement de méthode							
Ecart de conversion, effet de change							
Variations de périmètre			(1 377 395)		1 693 694	316 298	(414 818)
Autre			42 961			42 961	905
2023	300 000		40 540 565		10 115 773	50 956 337	2 031 770
Affectation du résultat N-1			10 062 351		(10 062 351)		
Distribution/ brut versé			(59 180)			(59 180)	(785 454)
Var. de capital en numéraire et souscription			(55)			(55)	(3)
Résultat					9 045 396	9 045 396	604 513
Autres augmentations, diminutions							
Reclassement, restructuration et changement de méthode							
Ecart de conversion, effet de change							
Variations de périmètre			70 857			70 857	(197 898)
Autre			129 876		(53 421)	76 455	44 569
2024	300 000		50 602 700		9 045 396	59 948 096	1 697 498

Présentation du groupe, faits marquants de l'exercice et comparabilité des comptes

Faits marquants de l'exercice

Mouvements de périmètre

Les principaux mouvements de périmètre intervenus au sein du groupe FIDEGE sont les suivants :

- SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION – Acquisition de titres

SAS SODILAN a fait l'acquisition le 3 janvier 2024 de 875 actions sur un total de 875 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Bordeaux.

- SAS VERPRIM – Acquisition de titres

SAS SODICAV a fait l'acquisition le 4 avril 2024 de 3 000 actions sur un total de 3 000 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Verquières.

- SAS LMC FRUITS – Acquisition de titres

SAS OCCITANE FRUITS a fait l'acquisition le 30 avril 2024 de 200 actions sur un total de 200 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Perpignan.

- SAS MAISON LACOSTE – Acquisition de titres

SAS SODILAN a fait l'acquisition le 1^{er} août 2024 de 7 200 actions sur un total de 7 200 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Bordeaux.

- SAS BARBIE – Acquisition de titres

SAS FIDEGE a fait l'acquisition le 8 octobre 2024 de 3 000 actions sur un total de 3 000 actions. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes. Elle est basée à Lyon.

- SARL HERAU PRIMEURS – Fusionnée

La SARL HERAU PRIMEURS a été absorbée via une Transmission Universelle de Patrimoine par la société SAS FRUIDIS par décision des associés du 8 avril 2024 avec effet au 13 mai 2024.

- SAS PALMERI PRIMEURS – Fusionnée

La SAS PALMERI PRIMEURS a été absorbée via une Transmission Universelle de Patrimoine par la société SAS PLO PRIMEURS par décision des associés du 9 juillet 2024 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2024.

- SAS DUVAL et SAS BOUCHARECHAS – Fusionnée

Les sociétés DUVAL et BOUCHARECHAS ont été absorbées via des fusions-absorptions par la société SAS SODILIB par décision des associés du 31 décembre 2024 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2024.

- SCI MAT EMBAL et SCI GRAU – Fusionnées

Les SCI MAT EMBAL et SCI GRAU ont été absorbées via une Transmission Universelle de Patrimoine par la société SAS LSVLOT par décision des associés du 30 décembre 2024 avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2024.

Modification de dénomination sociale

La société SAS HIODEE est devenue la société SAS TOP ATLANTIQUE PARIS le 15 mars 2024.

Intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée le 24 décembre 2015 pour mise en application au 1^{er} janvier 2016. La société mère est FIDEGE et cette convention a été conclue pour une durée de 5 ans. A défaut de dénonciation, la convention d'intégration fiscale s'est trouvée renouvelée tacitement pour une nouvelle période de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021. La contribution de chaque société à la dette d'impôt est égale à la cotisation d'impôt sur les sociétés dont chacune aurait été redevable, si elle avait fait l'objet d'une imposition séparée.

Le nombre de sociétés concernées est de 36 sociétés depuis le 1^{er} janvier 2024.

Chiffre d'affaires consolidé

Notre chiffre d'affaires consolidé contient le chiffre d'affaires des sociétés nouvellement entrantes pour les montants suivants : SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION pour 935 K€, SAS VERPRIM pour 3 569 K€, SAS LMC FRUITS pour 425 K€, SAS MAISON LACOSTE pour 3 518 K€ et SAS BARBIE pour 4 331 K€. Le total des chiffres d'affaires des sociétés entrantes est de 12 778 K€.

Comparabilité des exercices

Pour les sociétés entrantes, il a été pris en considération les données comptables de la situation comptable la plus proche de la date d'acquisition.

Sociétés entrantes	Date acquisition	Date dernière situation comptable	Impact comptes consolidés 31/12/24
GAUTIER LERBET IMPORTATION	03/01/2024	31/12/2023	12 mois
MAISON LACOSTE	01/08/2024	31/03/2024	9 mois
LMC FRUITS	30/04/2024	31/03/2024	9 mois
VERPRIM	04/04/2024	31/12/2023	12 mois
BARBIE	08/10/2024	30/06/2024	6 mois

Autres faits caractéristiques – Opérations en capital

Des abandons de créances ont été réalisés par la société SAS FIDEGE au profit des sociétés SAS OCCITANE FRUITS et SAS GFCAS.

Changements de méthodes

Néant

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

- Groupe Estivin – Acquisition de titres

SAS FIDEGE a fait l'acquisition le 24 janvier 2025 de la quasi-totalité des titres de la société SARL EGHF – Holding du groupe Estivin. Cette entité juridique a pour objet le négoce de fruits et légumes et de produits alimentaires. Le siège social est basé à Tours.

Méthodes et principes de consolidation

Principes généraux

Les comptes consolidés du Groupe FIDEGE sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement n°99.02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 22 juin 1999, et modifié par le règlement ANC 2020-01 sont appliquées.

L'exercice clos au 31 décembre 2024 a une durée de 12 mois, comme celui clos le 31 décembre 2023.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est quasi-identique à celles des entreprises consolidées à l'exception de trois entités. Des situations intermédiaires sont réalisées au 31 décembre.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le groupe ne sont pas consolidées.

Au 31 décembre 2024, le périmètre comprenait 65 sociétés contre 66 à la clôture de l'exercice précédent.

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
FIDEGE	IG	100,00	100,00
CBS IMMOBILIER	IG	100,00	100,00
CONTADIR	IG	60,00	40,00
DE ROSA	ME	28,89	28,89
DEVAUD	IG	98,75	96,25
FEVY	IG	75,00	25,00
ARMOR FRUITS	IG	65,88	65,88
FOISSIER	IG	98,75	96,25
GFCAS	IG	100,00	100,00
GEDE	IG	100,00	100,00
HOT BREAD	ME	35,00	35,00
IMMOLANGON	IG	99,33	99,33
IMMOQUIMPER	IG	99,33	99,33
ASLG	IG	98,84	96,01
IMMOTOULOUSE	IG	99,33	99,33
IMMOVENDEE	IG	99,33	99,33
L'ECHOPPE	IG	100,00	100,00
LA LEGUMIERE	IG	96,24	91,24

Libellé	Méthode	% d'intérêt (Clôture)	% d'intérêt (Ouverture)
LAMOUR	IP	49,95	49,95
LE SAINT	IG	99,24	98,60
BOURGUIGNON	IG	98,75	96,25
OCEANE	IG	100,00	100,00
PAL EMBA	IG	100,00	100,00
AUNIS FRUITS	IP	45,00	45,00
FRAICHADOUR	IG	99,82	96,00
SODILAN	IG	98,75	96,25
SOBOMAR	IG	100,00	99,95
SODIFRESH	IG	100,00	100,00
FRUIDIS	IG	98,00	96,00
SOMAFEL	IG	100,00	100,00
OCCITANE FRUITS	IG	100,00	100,00
TERRE ANJOU	IG	100,00	100,00
THELAN	IG	98,04	98,04
TOP ATLANTIQUE	IG	99,00	97,00
CAP MAREE	IG	98,00	96,00
TOP ATLANTIQUE YBERT	IG	99,00	97,00
CR LE SAINT	IG	100,00	100,00
BBH SAS	IG	100,00	100,00
PROD ATLANTIQUE	IG	99,00	98,00
VALIFRUIT	IG	99,00	98,00
KERBES	IG	80,00	60,00
CARDIFF	IG	98,00	98,00
RIGAILL	IG	99,95	99,95
INDIANA IMPORTS	IG	69,00	78,00
CBM (HOMARDS ACADIENS)	IG	99,00	98,00
LMC NET	IG	99,00	98,00
PLO PRIMEURS	IG	99,00	98,00
SODICAV	IG	99,00	98,00
SUD IMPEX	IG	69,00	68,00
CAT IMMO	IG	50,00	50,00
SODILIB (Anciennement UPL)	IG	94,99	100,00
VERGER ETOILE	IG	100,00	100,00
TOP ATLANTIQUE PARIS	IG	100,00	100,00
MAINE FRUITS	IG	99,00	98,00
L'ORANGERIE	IG	100,00	100,00
TREMU	IG	100,00	100,00
LSVLOT	IG	100,00	100,00
CAP FOCEAN	IG	60,00	60,00
KERALIOU	IP	49,00	49,00
DU PORT DE KERALIOU	IP	50,00	50,00
GAUTIER LERBET IMPORTATION	IG	98,75	
VERPRIM	IG	99,00	
LMC FRUITS	IG	100,00	
MAISON LACOSTE	IG	98,75	
BARBIE	IG	100,00	

Toutes les sociétés sont intégrées globalement, à l'exception des sociétés suivantes : Aunis Fruits / Lamour / Keraliou / SCI Port de Keraliou (Méthode proportionnelle) et de De Rosa / Hot Bread (Mise en équivalence)

Toutefois, les sociétés nommées Centre de formation SB 29, SARL Gedefi, les Albatros de Brest, GIE Diamond, Ocean Jet, Intia SAS, SAS Bruneel, GIE Le Saint Frais, Gafic, SCI Phenix, SAS Primeurs 29 Sud, SAS Holdisports restent exclues du périmètre consolidation en raison de leur faible pourcentage d'intérêt ou de leur activité extérieure à celle du groupe Fidège.

Variation du périmètre de consolidation

Il a été intégré au périmètre de consolidation 5 sociétés : SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION, SAS VERPRIM, SAS LMC FRUITS, SAS MAISON LACOSTE et SAS BARBIE.

Il est à noter la sortie des sociétés SAS PALMERI PRIMEURS, SAS HERAU PRIMEURS, SCI GRAU, SCI MAT EMBAL, SAS DUVAL et SAS BOUCHARECHAS à la suite d'opération de fusions.

Les impacts des fusions intragroupes dans la consolidation sont présents dans la colonne « Autres variations » de nos annexes.

Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement aux fonds commerciaux des sociétés acquises par les filiales du groupe qui ne font pas l'objet d'un amortissement. Ceux-ci sont dépréciés, le cas échéant, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur inscrite au bilan.

La valeur d'inventaire est déterminée sur la base des critères propres à la profession. Elle prend en compte, pour chaque fonds de commerce, notamment la qualité des emplacements, les données physiques de l'entreprise, les loyers, le chiffre d'affaires réalisé. Les mêmes critères sont retenus pour la valorisation de l'ensemble des fonds commerciaux

Quant aux autres immobilisations incorporelles, telles que les logiciels, elles font l'objet de l'application du règlement CRC 2002-10, 2003-07 et 2004-06. La méthode retenue est la méthode prospective.

Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire d'amortissement entre 1 an et 5 ans.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

Nature des immobilisations	Durée d'usage (1)	Durée d'utilisation (2)
Constructions	10 à 20 ans	10 à 25 ans
Agencements et aménagements	2 à 10 ans	8 à 25 ans
Installations techniques	3 à 8 ans	8 à 15 ans
Matériels et outillages	3 à 5 ans	3 à 7 ans
Matériel de transport	1 à 5 ans	3 à 10 ans
Matériel de bureau	1 à 5 ans	2 à 5 ans
Mobilier	2 à 5 ans	4 à 10 ans

Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisitions sont déterminés lors de la première année de consolidation d'une société. Ils correspondent à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ». Un écart d'acquisition négatif est comptabilisé au passif dans un poste dédié et sera repris selon les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Conformément à la réglementation, il a été décidé de ne plus amortir sur 7 ans les écarts d'acquisitions postérieurs au 1^{er} janvier 2018. Toutefois, il a été maintenu l'amortissement linéaire sur 7 ans des écarts d'acquisitions antérieurs à cette date.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks de marchandises sont valorisés au prix de revient moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les matières consommables sont évaluées selon la méthode du dernier prix d'achat connu. Elles sont évaluées au coût d'acquisition de chaque lot selon la méthode du premier entré, premier sorti (méthode FIFO)

Les produits finis de l'activité spécifique de transformation de la société La Légumière sont évalués au coût moyen de production.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements sont comptabilisées en comptes de régularisation pour les sommes octroyées antérieurement au 1^{er} janvier 2021 comme le préconise le règlement actuel de l'ANC.

Pour les subventions d'investissement perçues à compter du 1^{er} janvier 2021 et conformément au règlement ANC 2020-01, elles sont comptabilisées dans la rubrique « autres fonds propres » pour leur montant net avec une reprise au compte de résultat selon les règles du PCG article 312-1.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode obligatoire édictée par le règlement ANC 2020-01. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêt des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale française et des taux d'imposition en vigueur.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Le taux retenu au titre de l'exercice est de 25 % soit sans variation par rapport à l'année 2023.

La société SAS Fidège, mère, intègre fiscalement 36 sociétés pour le régime au 1er janvier 2024.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

A leur départ en retraite, les salariés des sociétés percevront une indemnité conformément à la loi et aux dispositions des Conventions Collectives applicables. Les hypothèses retenues lors du calcul des engagements en matière de retraite sont les suivantes :

- Le taux moyen des charges patronales est fixé à 35 % pour les non-cadres et 47 % pour les cadres.
- Le taux de rotation du personnel retenu est faible au regard du nombre de salariés ayant quitté l'entreprise et ceux présents.
- L'âge de départ en retraite est compris à l'âge légal 60-62 ans compte tenu du départ volontaire possible des salariés.
- Le taux d'actualisation retenu correspond à un taux fixé à 3.43 % (hypothèse retenue : moyenne taux 31/12/2022 (3.75), 31/12/2023 (3.20) et 31/12/2024 (3,45))

La valeur des engagements en matière de retraite a diminué de 801 950 € principalement en raison de la hausse du taux d'actualisation. L'impact a été comptabilisé en totalité dans notre compte de résultat.

Notes annexes sur les postes du bilan

Annexe 1 – Ecart d'acquisition (goodwill)

Libellé	2023	2024	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotation	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	67 168 410	75 424 054	7 651 209			604 544	(109)
Amortissements des écarts d'acquisition	(33 654 265)	(35 386 365)			(1 732 099)		
Valeur nette	33 514 145	40 037 690	7 651 209		(1 732 099)	604 544	(109)

Les nouvelles entités acquises au cours de l'exercice ont généré des écarts d'acquisition positifs pour 7 651 209 euros.

Pour rappel, les dotations de l'exercice représentent les amortissements des écarts d'acquisition activés avant le 1^{er} janvier 2018 conformément à la réglementation et indépendamment de la valeur économique.

Les tests de dépréciation n'ont pas détecté d'éventuelles dépréciations à comptabiliser.

Les écarts d'acquisition sont affectés aux pôles d'activités suivants :

Libellé	Brut	Amort.	Dépréciation	Net
Ecart d'acquisition	75 424 053	(35 386 364)	0	40 037 689
Pôle multi activités et autres	5 460 910	(4 668 338)	0	792 572
Pôle frais	4 945 099	(4 480 255)	0	464 844
Pôle fruits et légumes	55 302 880	(23 123 613)	0	32 179 267
Pôle marée	9 715 164	(3 114 158)	0	6 601 006
Ecart d'acquisition passif				

Annexe 2.1 – Valeurs brutes des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	5 060	5 060				
Concessions, brevets et droits similaires	5 113 344	5 444 733	313 410	(54 305)	72 284	
Droit au bail	1 654 822	1 674 237	14 841		4 573	
Fonds commercial	9 409 382	9 793 738	305 209		28 147	51 000
Autres immobilisations incorporelles	782 422	344 084	170 000	(608 338)		
Ecart d'acquisition	67 168 410	75 424 054			8 255 753	(109)
Immobilisations incorporelles	84 133 442	92 685 907	803 460	(662 643)	8 360 757	50 891
Terrains	5 420 398	6 820 004	1 399 606			
Agencements et aménagements de terrains	250 133	540 791	213 894			76 764
Constructions	43 883 480	44 780 718	427 471	(9 542)	283 664	195 644
Constructions sur sol d'autrui	1 943 103	1 901 945		(41 440)		282
Installations techniques, matériel & outillage	30 169 467	33 574 359	3 005 634	(451 268)	415 818	434 707
Autres immobilisations corporelles	84 474 635	92 160 518	9 903 774	(4 196 762)	1 340 028	638 843
Matériel de transport	1 842 208	1 842 208				
Immobilisations corporelles en cours	1 996 864	4 377 935	3 721 739			(1 340 668)
Avances et acomptes s'immobilisations corporelles	9 723	3 844	3 844			(9 723)
Immobilisations corporelles	169 990 010	186 002 322	18 675 962	(4 699 012)	2 039 511	(4 150)
Total	254 123 452	278 688 228	19 479 422	(5 361 655)	10 400 268	46 741
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>						
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations incorporelles	1 094 539	1 094 539				
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations corporelles	20 914 369	20 659 389		(254 980)		

Immobilisations corporelles :

Le groupe FIDEGE poursuit sa politique d'investissements dans le matériel roulant afin d'accroître son autonomie dans la gestion de la flotte de véhicules.

La colonne « variations de périmètre » contient uniquement les mouvements liés aux entrées de périmètre de l'exercice.

Annexe 2.2 – Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement	(3 413)	(3 413)				
Concessions, brevets et droits similaires	(3 089 865)	(3 642 816)	(567 018)		(40 215)	54 283
Droit au bail	(1 100 886)	(1 196 805)	(95 919)			
Autres immobilisations incorporelles	(705 451)	(164 952)	(67 839)			608 338
Amortissements des écarts d'acquisition	(33 654 265)	(35 386 365)	(1 732 099)			
Amortissements des immobilisations incorporelles	(38 553 880)	(40 394 350)	(2 462 876)		(40 215)	662 621
Agencements et aménagements de terrains	(209 223)	(197 920)	(8 697)			20 000
Constructions	(22 481 393)	(24 573 309)	(1 883 763)		(220 681)	12 528
Constructions sur sol d'autrui	(535 680)	(588 621)	(89 092)			36 151
Installations techniques, matériel & outillage	(16 205 424)	(18 688 012)	(2 584 384)		(323 865)	425 661
Autres immobilisations corporelles	(50 322 379)	(56 301 039)	(7 788 410)		(973 571)	2 783 321
Amortissements du matériel de transport	(1 309 726)	(1 479 947)	(170 221)			
Amortissements des immobilisations corporelles	(91 063 826)	(101 828 848)	(12 524 567)		(1 518 117)	3 277 661
Amortissements sur actif immobilisé	(129 617 706)	(142 223 198)	(14 987 443)		(1 558 332)	3 940 283
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>	<i>(13 773 728)</i>	<i>(14 906 469)</i>				
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations incorporelles	(454 575)	(632 008)				
Crédit-Bail (Liasse) - Immobilisations corporelles	(13 319 153)	(14 274 461)				

Annexe 2.3 - Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Droit au bail	(188 628)	(188 628)				
Fonds commercial	(1 988 780)	(1 988 780)				
Dépréciations des immobilisations incorporelles	(2 177 408)	(2 177 408)				
Dépréciations sur actif immobilisé	(2 177 408)	(2 177 408)				

Annexe 3.1 – Valeurs brutes des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	1 318 656	2 005 743	12 070 301	(291 273)		(11 091 941)	77
Créances rattachées à des participations	138 068						(138 068)
Titres immobilisés (non courants)	228 161	387 079	159 080	(152)			(10)
Prêts	151 973	125 000		(27 123)		150	
Dépôts et cautionnements versés	1 317 059	1 400 157	137 508	(65 859)		53 449	(42 000)
Immobilisations financières	3 153 917	3 917 979	12 366 888	(384 407)		(11 038 342)	(180 000)
Titres mis en équivalence	711 054	663 442			(50 470)	(2)	2 858
Actifs financiers	3 864 971	4 581 421	12 366 888	(384 407)	(50 470)	11 038 343	(177 142)

Titres de participation

Il s'agit principalement des nouvelles acquisitions de l'exercice : SAS GAUTIER LERBET IMPORTATION, SAS VERPRIM, SAS LMC FRUITS, SAS MAISON LACOSTE et SAS BARBIE.

Prêts

Libellé	2024	< 1 an	1 an<2 ans	2 ans<3 ans	3 ans<4 ans	4 ans<5 ans	Au-delà
Prêts	125 000	125 000					
Dépôts et cautionnements versés	1 400 157	6 975					1 393 182
Total	1 525 157	131 975					1 393 182

Annexe 3.2 – Dépréciation des actifs financiers

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	(50)	(50)				
Titres immobilisés (non courants)	(31 400)	(231 387)	(199 987)			
Prêts	(26 973)	(125 000)	(125 000)	26 973		
Dépôts et cautionnements	(2 468)	(2 468)				
Dépréciations sur immobilisations financières	(60 891)	(358 905)	(324 987)	26 973		

Annexe 4 – Stocks et en-cours

Libellé	2024			2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et autres approvisionnements	1 559 537		1 559 537	1 152 219		1 152 219
Stocks de marchandises	12 699 778	(5 123)	12 694 655	13 320 694	(15 785)	13 304 909
Stocks et en-cours	14 259 315	(5 123)	14 254 192	14 472 913	(15 785)	14 457 128

Annexe 5 – Impôt différé

Libellé	2023	2024	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Variations de périmètre	Autres variations
Valeur nette d'impôt différé	(1 549 309)	(1 258 586)	117 006		122 408	51 309
Fiscalité différée (décalages temporaires)	2 119 442	2 340 120	165 722		77 517	(22 561)
Fiscalité différée (retraitements)	(4 270 327)	(4 183 982)	(32 415)		44 891	73 869
Annulation du social pour les MEE	(28 551)	(44 852)	(16 301)			
Annulation quote-part HG sur Proportionnelles	(319 457)	(351 932)	(32 475)			
Sous total	(2 498 893)	(2 240 646)	84 531		122 408	51 309
Autres	949 584	982 059	32 475			0
Valeur nette par catégorie	(1 549 309)	(1 258 586)	117 006		122 408	51 309

Annexe 6.1 – Actif circulant

Libellé	2024			2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés	85 257 299	(4 038 043)	81 219 256	82 569 620	(3 368 661)	79 200 959
Clients et comptes rattachés	85 257 299	(4 038 043)	81 219 256	82 569 620	(3 368 661)	79 200 959
Avances et acomptes versés sur commandes	973 956		973 956	1 279 380		1 279 380
Créances sur personnel & organismes sociaux	216 621		216 621	151 190		151 190
Impôts différés - actif	1 397 298		1 397 298	1 151 008		1 151 008
Créances fiscales hors IS part < 1an	7 277 579		7 277 579	7 362 211		7 362 211
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1an	1 509 168		1 509 168	1 132 997		1 132 997
Comptes courants part < 1an	7 599 926		7 599 926	8 565 125		8 565 125
Créances sur cessions d'actifs part < 1an	249 111		249 111	579 250		579 250
Autres créances part < 1an	1 827 486	(361 959)	1 465 528	3 712 143	(290 360)	3 421 784
Charges constatées d'avance part < 1 an	3 365 643		3 365 643	3 316 173		3 316 173
Autres créances et comptes de régularisation	24 416 788	(361 959)	24 054 880	27 249 477	(290 360)	26 959 117
Clients et autres créances	109 674 087	(4 400 002)	105 274 135	109 819 097	(3 659 020)	106 160 077

Groupe FIDEGE – Comptes consolidés au 31 décembre 2024

Les comptes courants à moins d'un an sont principalement constitués du compte courant entre la société SARL FIDEGE et la SAS HOLDISPORTS, lequel est de 2 840 365 euros au 31 décembre 2024 contre 2 923 721 euros au 31 décembre 2023.

Annexe 7 – Trésorerie nette

Libellé	2023	2024
Trésorerie active nette	14 054 019	10 631 894
VMP - Equivalents de trésorerie		2 000 000
Disponibilités	14 052 682	8 617 215
Intérêts courus non échus s/ dispo.	1 338	14 678
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 217 568	4 288 060
Trésorerie à court terme	9 836 451	6 343 834
Trésorerie passive assimilée à une dette	(4 680)	(2 120)
Trésorerie nette	9 831 771	6 341 713

Annexe 8 – Provisions

Libellé	2023	2024	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges		331 258	125 550	(88 056)		18 500	275 264
Autres provisions pour risques	275 264						(275 264)
Provisions pour pensions et retraites	5 955 524	5 153 574	85 393	(1 066 908)		179 565	
Provisions	6 230 788	5 484 832	210 943	(1 154 964)		198 065	

La provision pour pensions et retraites fait l'objet d'une baisse de 801 950 euros. Le taux d'actualisation au cours de cet exercice est passé d'un taux de 2.64 % en 2023 à un taux de 3.43 % en 2024 hypothèse retenue : moyenne taux 31/12/2022 (3.75), 31/12/2023 (3.20) et 31/12/2024 (3,45).

Annexe 9 – Dettes financières

Libellé	2023	2024	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établissement de crédit	88 185 610	96 297 588	30 796 185	(22 965 834)	281 626	
Dépôts et cautionnements reçus	43 708	1 708				(42 000)
Autres emprunts et dettes assimilées	3 269 811	1 862 399	4 940	(1 412 352)		
Intérêts courus sur emprunts	194 624	294 973	293 473	(193 560)	436	
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 217 568	4 288 060			1 301	69 190
Concours bancaires (dettes)	4 680	2 120				(2 560)
Dettes financières	95 916 002	102 746 848	31 094 598	(24 571 746)		24 630
<i>Dont immobilisations en crédit-bail</i>	<i>3 403 602</i>	<i>1 938 262</i>				

Libellé	2024	< 1 an	1 an<2 ans	2 ans<3 ans	3 ans<4 ans	4 ans<5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établissement de crédit	96 297 588	23 906 686	17 708 920	14 020 963	12 613 717	10 695 648	17 351 655
Dépôts et cautionnements reçus	1 708						1 708
Autres emprunts et dettes assimilées	1 862 399	1 013 918	727 085	121 395			
Intérêts courus sur emprunts	294 973	294 972					
Concours bancaires (trésorerie passive)	4 288 060	4 288 060					
Concours bancaires (dettes)	2 120	2 120					
Dettes financières	102 746 848	29 505 757	18 436 005	14 142 358	12 613 717	10 695 648	17 353 363

Emprunts auprès des établissements de crédit - Prêts Garantis par l'Etat (PGE)

Le total des Prêts Garantis à l'Etat (PGE) au 31 décembre 2024 est de 5 281 929 euros.

Autres emprunts et dettes assimilées

Il s'agit principalement des dettes associées aux retraitements en consolidation des redevances de crédits-baux.

Annexe 10 – Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et régularisation

Libellé	2023	2024
Dettes fournisseurs part < 1 an	65 839 166	62 072 387
Dettes fournisseurs	65 869 166	62 072 387
Avances et acomptes reçus sur commandes	732 151	781 914
Dettes sociales part < 1 an	18 511 527	20 192 072
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	5 270 901	5 127 641
Impôts différés passif	2 700 317	2 655 884
Etat impôts sur les bénéfices part < 1 an	106 633	7 187
Comptes courants groupe part < 1 an	3 129 909	2 156 136
Dettes s/ acquis. d'actifs part < 1 an	1 419 528	131 029
Autres dettes part < 1 an	3 310 525	999 576
Charges à payer (Quote-part pertes SNC)	63 306	
Intérêts courus sur dettes	6	
Produits constatés d'avance part < 1 an	2 359 898	2 524 554
Autres dettes et comptes de régularisation	37 604 702	34 575 994
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	103 443 868	96 648 381

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

Annexe 11 – Chiffre d'affaires

Libellé	2024	2023
Ventes de marchandises	842 860 912	800 907 705
Production vendue de biens	8 314 911	8 410 208
Production vendue de services	13 631 304	12 314 616
Produits des activités annexes	10 355 813	8 786 808
Rabais, remises et ristournes accordés	(1 392 391)	(1 309 090)
Chiffre d'affaires	873 770 549	829 110 247

Chiffre d'affaires par activité	2024	2023	Variation
Pôle Fruits et légumes	580 554 077	548 844 423	31 709 654
Pôle Marée	174 467 299	166 185 600	8 281 699
Pôle Frais et distribution	113 585 868	108 919 500	4 666 368
Pôle Immobilier	10 433	20 292	-13 759
Pôle Sportif	4 261 826	3 969 469	292 357
Pôle Multi et autres activités	891 046	1 170 963	-276 017
Chiffre d'affaires	873 770 549	829 110 247	44 660 302

Annexe 12 – Autres produits d'exploitation

Libellé	2024	2023
Subventions d'exploitation	1 352 094	1 223 722
Reprise sur provisions d'exploitation	88 056	74 145
Reprise sur provision engagements de retraite	1 066 908	297 305
Reprise sur dépréciation sur actif circulant	1 313 673	1 204 304
Transferts de charges d'exploitation	3 646 111	3 618 609
Autres produits	320 199	260 703
Autres produits d'exploitation	7 787 041	6 678 788

Le poste « Subventions d'exploitation » concerne des subventions pour le pôle sportif pour 301 091 € et essentiellement des aides à l'emploi dans le cadre du soutien aux contrats d'apprentissage.

Annexe 13 – Achats consommés

Libellé	2024	2023
Achats de marchandises	(595 059 833)	(567 376 410)
Achats d'études et prestations de services	(550 601)	(548 363)
Achats non stockés de matières et de fournitures	(9 156 308)	(10 356 152)
Variation stocks de marchandises	(852 278)	477 060
Achat matières premières, fournitures & autres approvisionnements	(20 555 974)	(21 066 962)
Var. stocks p., fournitures & autres approvisionnements	397 959	(272 408)
Achats consommés	(625 777 035)	(599 143 234)

Annexe 14 – Charges externes

Libellé	2024	2023
Sous-traitance	(553 991)	(1 183 457)
Locations immobilières et charges locatives	(11 363 197)	(8 836 160)
Locations mobilières et charges locatives	(1 417 759)	(1 176 930)
Entretien et réparations	(14 954 905)	(13 383 176)
Primes d'assurances	(2 389 744)	(2 245 122)
Autres services extérieurs	(567 706)	(442 288)
Personnel détaché et intérimaire	(2 785 921)	(5 717 633)
Rémunération d'intermédiaires & honoraires	(12 023 520)	(9 713 704)
Publicité, publications, relations publiques	(8 351 413)	(8 597 134)
Transport	(18 655 600)	(17 876 344)
Déplacements, missions et réceptions	(5 278 873)	(5 876 729)
Frais postaux et frais de télécommunications	(2 163 749)	(2 038 588)
Frais bancaires	(539 162)	(485 381)
Autres charges externes	(2 551 213)	(2 169 029)
Perte sur créances irrécouvrables	(981 695)	(847 939)
Autres charges	(423 758)	(362 880)
Autres charges d'exploitation	(85 002 205)	(80 952 494)

Annexe 15 – Impôts et taxes

Libellé	2024	2023
Impôts et taxes sur rémunérations	(3 135 805)	(3 284 381)
Autres impôts et taxes	(2 457 228)	(2 559 409)
Impôts et taxes	(5 593 033)	(5 843 790)

Annexe 16 – Charges de personnel

Libellé	2024	2023
Rémunérations du personnel	(98 288 160)	(87 373 215)
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	(33 159 439)	(29 274 153)
Autres charges de personnel	(77 824)	(131 501)
Participation des salariés	(1 918 843)	(2 226 108)
Transfert de charges de personnel	869 989	810 345
Charges de personnel	(132 574 277)	(118 194 631)

Annexe 17 – Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2024	2023
Dotations / Amortissements & dépréciations sur immobilisations incorporelles	(739 844)	(612 526)
Dotations / Amortissements & dépréciations sur immobilisations corporelles	(12 499 722)	(10 680 367)
Dotations / provisions d'exploitation	(125 550)	(129 600)
Dotations / provision engagements de retraite	(85 393)	(287 252)
Dotations pour dépréciation des actifs circulants	(1 950 729)	(1 563 067)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(15 401 238)	(13 272 812)

Annexe 18 – Produits financiers

Libellé	2024	2023
Dividendes des autres participations	19 126	14 481
Dividendes des participations consolidées	1	1
Produits sur créances et VMP	6 688	38
Reprise sur dépréciation titres - groupe	26 973	
Gains de change sur opérations financières	1 056	2 841
Autres produits financiers	698 704	1 192 092
Produits financiers	752 548	1 209 453

Les autres produits financiers contiennent principalement des produits d'intérêts sur des comptes courants d'entités non consolidées et plus particulièrement avec la société HOLDISPORTS.

Annexe 19 – Charges financières

Libellé	2024	2023
Charges d'intérêts	(2 443 022)	(1 958 537)
Pertes de change sur opérations financières	(648)	(3 189)
Autres charges financières	(161 761)	(165 508)
Dotations dépréciations sur actifs financiers	(125 000)	
Dotations pour dépréciation titres - groupe	(199 987)	
Charges financières	(2 930 418)	(2 127 233)

Annexe 20 – Produits exceptionnels

Libellé	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	49 769	46 329
Produits exceptionnels s/ exercices antérieurs	11 533	503
Produits de cession d'immobilisations incorporelles	2 658	
Produits de cession d'immobilisations corporelles	674 451	953 286
Produits de cession de titres	331 750	19 148
Autres produits de cession		2 000
Subventions investissement virées au résultat de l'exercice	290 982	265 131
Autres produits exceptionnels	30 012	65 317
Produits exceptionnels	1 391 154	1 351 715

Annexe 21 – Charges exceptionnelles

Libellé	2024	2023
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(822 877)	(589 878)
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(7 191)	(529)
VNC des titres conso cédés	(291 273)	
VNC des immobilisations incorporelles cédées	(22)	(1 120)
VNC des immobilisations corporelles cédées	(577 451)	(1 109 808)
VNC des titres cédés	(152)	(11 948)
Autres charges exceptionnelles	(90 833)	(177 126)
Charges de fusion	0	1
Dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations	(15 776)	(161)
Charges exceptionnelles	(1 805 574)	(1 890 568)

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion contiennent des amendes et des indemnités de licenciement sur l'ensemble de nos pôles.

Annexe 22 – Charges d'impôts

Libellé	2024	2023
Impôt sur les bénéfices	(1 587 705)	(2 023 610)
Produit ou charge d'impôt lié à l'intégration fiscale	(1 726 788)	(1 804 830)
Impôts différés	117 006	(70 507)
Report	12 454	15 799
Charges d'impôts	(3 185 033)	(3 883 148)

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Libellé	2024.12
Résultat des entreprises intégrées	9 649 909
Réintégration des impôts sur le résultat, des amort/prov. sur écarts d'acquisition et résultat des mises en équivalence	(4 967 602)
Résultat avant impôts sur le résultat, des amort/prov. sur écarts d'acquisition et résultat des mises en équivalence	14 617 511
Taux d'impôt de l'entité consolidante	25,00%
Impôt théorique au taux de l'entité consolidante	25,0000% (3 654 378)
Effets des différences de base	(1 814 226)
Effets des différences de taux	0
Effets des dispositions fiscales particulières	2 288 726
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	(3 179 878)
CHARGE D'IMPOT REELLE	(3 185 033)
ECART	5 155
Taux effectif d'impôt	22,05%

Autres informations

Effectifs

Libellé	2024	2023
Cadres	293	262
Agents de maîtrise et techniciens	776	698
Employés	1 745	1 661
Ouvriers	10	8
Effectif moyen interne	2 824	2 619
Intérimaires	37	97
Effectif moyen intérimaire	37	97
Effectif moyen total	2 861	2 716

Engagements hors-bilan

Libellé	2024	2023
Effets escomptés non échus	0	0
Avals, cautions, garanties données	44 195 809	37 892 881
Cautions apportées auprès des filiales	7 275 916	5 609 343

Les engagements financiers concernent principalement les emprunts souscrits par les sociétés du groupe.